

PARIS, le 7 juillet 1994

Le Chargé de Mission

(M)

NOTE

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

Signalé, HR

Objet : Rwanda

I - Pour le Général Germanos (responsable des opérations à l'EMA) de retour de Goma, deux questions se posent en ce qui concerne l'opération Turquoise :

- l'urgence de l'intervention des ONG dans la zone humanitaire sûre. Les médecins militaires sont débordés et les 400 tonnes d'aide humanitaire acheminées sur Goma seront très vite distribuées. Or les ONG, pour des raisons politiques, sont toujours // hésitantes à intervenir à nos côtés.

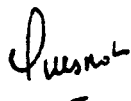
- le désarmement des milices et des FAR à l'intérieur de la zone humanitaire et l'arrestation des responsables des massacres. Nombreux sont ceux qui demandent que nous nous en chargions mais celà ne relève pas de notre mandat et nous n'en avons pas les moyens. Nos militaires interdisent toute activité de l'armée rwandaise et des milices à l'intérieur de la zone et donneront à la commission d'enquête

des Nations Unies et au rapporteur de la commission des Droits de l'Homme, lorsqu'ils seront présents sur place, toutes les informations dont ils disposent sur les auteurs des massacres.

II- Le cabinet de M. Léotard a précisé, lors d'une réunion interministérielle, que la délégation du Ministère de la Défense envoyée au Rwanda n'avait pour but que d'installer un "téléphone rouge" avec le chef militaire du FPR, M. Paul Kagame. Cette délégation était composée d'un membre du cabinet du ministre (Jean-Christophe Ruffin), d'un colonel et de trois sous-officiers. Seul Matignon avait été informé.

A son tour, le Quai d'Orsay envoie dès aujourd'hui un émissaire (M. Jacques Warin) auprès de M. Kagame. Les déclarations de ce responsable du FPR ainsi que celles de Faustin Twagiramungu (Premier ministre désigné par les accords d'Arusha) sur la constitution prochaine d'un gouvernement ouvert aux partis politiques hutus modérés, amènent le Ministère des Affaires Etrangères à s'interroger sur la nécessité de poursuivre des contacts avec "les autorités de Gisenyi" et sur le rôle que nous pouvons jouer pour aider le Rwanda à se doter de nouvelles institutions. Le Quai d'Orsay est très désireux de multiplier les gestes d'ouverture à l'égard du FPR. Matignon et les autres ministères sont moins pressés.

Enfin, le directeur des affaires africaines et malgaches, M. de la Sablière, se rendra demain à Tunis pour s'entretenir avec le Secrétaire Général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, dans l'espoir qu'il portera un jugement plus positif sur notre action au Rwanda.



Général QUESNOT



Bruno DELAYE